

Dakar, Sénégal du 30 juillet au 02 août 2019

Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)

Avec l'accent mis sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat et l'intégration de la dimension genre et du secteur privé dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques



Mis en œuvre par :



Mandaté par :



Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire

de la République fédérale d'Allemagne

En coopération avec :



Financial support provided by:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :



Environnement et Changement climatique Canada



Secretariat hosted by:
Secrétariat hébergé par :



Au Bénin sous la tutelle du :



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

En coopération avec :



Au Sénégal sous la tutelle du :



Au Burkina Faso sous la tutelle du :



Table des matières

Introduction	4
30 Juillet Introduction au processus PNA et intégration du secteur privé	5
31 Juillet Intégration de la dimension genre au processus PNA	10
01 Août Accès direct au financement international climat	14
02 Août Visite sur le terrain	24
Évaluation	26
Annexe A : Agenda du Forum Francophone	28
Annexe B : Liste des participants	32
Annexe C : Revue de presse	35
Annexe D : Termes de Référence	36
Annexe E : Transcription des exercices	40

Préparé par : Michel Seck, consultant facilitateur

Soumis à : « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne (PAS-PNA) », mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED), au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC).

Abréviations

ACC	Adaptation aux Changements Climatiques
ADA	Agence pour le Développement Agricole
AND	Autorité National Désignée
BDM	Banque de Développement du Mali
BMU	Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sûreté nucléaire (Allemagne)
CC	Changements Climatiques
CDN	Contributions Déterminées au niveau National
CePED	Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (Bénin)
CMDT	Compagnie Malienne de Développement de Textile
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DEEC	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (Sénégal)
DGEC	Direction Générale de l'Environnement et du Climat (Bénin)
FA	Fonds d'Adaptation
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FPP	Facilité pour la Préparation des Projets
FSP	Facilité du Secteur Privé
FVC/GCF	Fonds Vert pour le Climat/ <i>Green Climate Fund</i>
FNEC	Fonds National pour l'Environnement et le Climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IISD	Institut International du Développement Durable
IKI	Initiative internationale pour le climat
LoCAL	Mécanisme de Financement de l'Adaptation au niveau Local
MDE	Ministère de l'Environnement (Haïti)
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (Burkina Faso)
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Sénégal)

MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (Bénin)
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (Haïti)
NAP GN	Réseau mondial de PNA
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAS-PNA	Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne
PMA	Pays les Moins Avancés
PNA	Plan National d'Adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SAP	Processus d'Approbaton Simplifié du FVC
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Le Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) organisé du 30 juillet au 02 août 2019 à Dakar, au Sénégal avec l'accent mis sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat et l'intégration de la dimension genre et du secteur privé dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques a réuni des représentants gouvernementaux des pays francophones de l'Afrique sub-saharienne ainsi que d'autres pays intéressés afin de partager les expériences de meilleures pratiques, une expérience d'apprentissage entre pairs et de permettre à certains pays qui désirent se lancer dans le processus PNA de bénéficier de contributions d'experts.

Les objectifs du Forum Francophone se déclinaient comme suit :

- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'implication du secteur privé dans la planification de l'adaptation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat avec un focus sur l'identification de la « rational climat » et l'intégration du secteur privé ainsi que la dimension genre dans les processus ;
- L'identification des rôles possibles des différents acteurs (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants des structures en charge du budget et de la planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

Le Forum a été organisé dans le cadre du « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne » (PAS-PNA) conjointement par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) du Sénégal à travers la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) et le Réseau mondial de PNA (NAP Global Network).

Il s'agit du second Forum Francophone, le premier était organisé au Bénin en 2018 avec l'accent mis sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation et la communication stratégique sur l'adaptation.

Le PAS-PNA est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED), au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). Le projet fait partie de l'initiative internationale pour le climat (IKI). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Le Forum Francophone fait partie de la composante IV du PAS-PNA. Cette composante a pour objectif l'échange d'expériences et de solutions efficaces, en lien avec le processus PNA, par les Pays les Moins Avancés (PMA) francophones d'Afrique subsaharienne. Au nombre des activités à réaliser pour atteindre cet objectif, il est prévu d'organiser des ateliers régionaux et l'échange virtuel à travers des webinaires (séminaires en ligne).

Parmi les participants au Forum figuraient les représentants des pays suivants. Voir l'Annexe C pour une liste complète des participants.

Pays

- | | | |
|----------------|--------------|--|
| • Bénin | • Haïti | • République Démocratique du Congo (RDC) |
| • Burkina Faso | • Madagascar | • Sénégal |
| • Guinée | • Mali | • Maroc |

Tableau 1 : Les pays représentés au Forum

Le Forum a rassemblé plus de 60 participants, des représentants de 09 pays (voir Tableau 1) ainsi que des experts et des membres du personnel d'organismes partenaires de développement.

30 Juillet | Introduction au processus PNA et intégration du secteur privé

La cérémonie d'ouverture officielle du Forum Francophone a été présidée par La Conseillère Technique N°1 du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), avec à ses côtés l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Sénégal, le représentant du Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT), le Directeur de l'Agence Régionale de Développement de Fatick (ARD) et la Chargée de Projet PAS-PNA.

Les discours d'ouverture ont mis en exergue les défis majeurs suivants :

- La coopération entre le secteur public et le secteur privé, facteur de succès de la planification de l'adaptation à tous les niveaux ;
- La sécurisation des investissements et plus généralement la transformation des contraintes liées aux changements climatiques en opportunités grâce à une meilleure implication du secteur privé ;
- L'intégration systématique des questions du genre dans les processus PNA ;
- L'amélioration des connaissances des priorités nationales et locales pour un meilleur accès aux sources de financement domestiques et internationales.

Les expériences clés des pays ont été présentées lors de la « **Foire des résultats du processus PNA** ». Les exposés étaient axés principalement sur le rappel des défis majeurs de l'ACC ; le cadre politique et institutionnel mis en place ; les approches et secteurs prioritaires ; le rôle des Entités Accrédités du Fonds Vert pour le Climat (FVC). Plusieurs pays ont mis en exergue

l'inclusion du niveau régional et local qui visait une meilleure prise en compte des spécificités liées au milieu physique et aux conditions socio-économiques des populations.



Foire des résultats : Visite du stand du Madagascar par les autorités.

Les expériences passées en revue ont globalement mis l'accent sur :

- L'élaboration d'une vision et politique nationale sur l'adaptation aux changements climatiques ;
- La participation et responsabilisation des populations dans le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi du processus PNA ;
- Le renforcement du dispositif institutionnel et des connaissances scientifiques à travers notamment la réalisation des études de vulnérabilité dans les secteurs prioritaires ;
- L'information, la formation et la mise en place de mécanismes de financement.

Présentation du processus PNA

Evariste Alohou, Coordonnateur National du PAS-PNA Bénin a rappelé les objectifs et l'historique du PNA. Ce rappel a permis de retracer les questions clés et les activités ou tâches indicatives qu'un pays peut envisager dans le cadre de chacune des phases majeures du processus PNA, de la phase préparatoire et prise en compte des lacunes à la phase notification et suivi-examen.

Impliquer le secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation

Patrick Guerdat, *Country Engagement Officer* à l'IISD a fait une présentation introductive sur le thème de la première journée du forum consacrée à l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA.

L'exposé a mis en exergue le rôle clé et la place prééminente du secteur privé dans l'économie des pays en développement, avec une contribution estimée à 60 % du PIB et 90 % des emplois

créés. L'implication efficace du secteur privé aux différentes phases du processus PNA, planification/mise en œuvre/suivi-évaluation, passe ainsi par la prise en charge des facteurs habilitants : communiquer les données et informations climatiques ; élaborer une stratégie d'engagement du secteur privé pour le PNA ; former des champions du secteur privé et partager des histoires de succès et d'échecs ; comprendre les besoins de financement du PNA et développer des projets viables, comme l'illustre la figure ci-après.

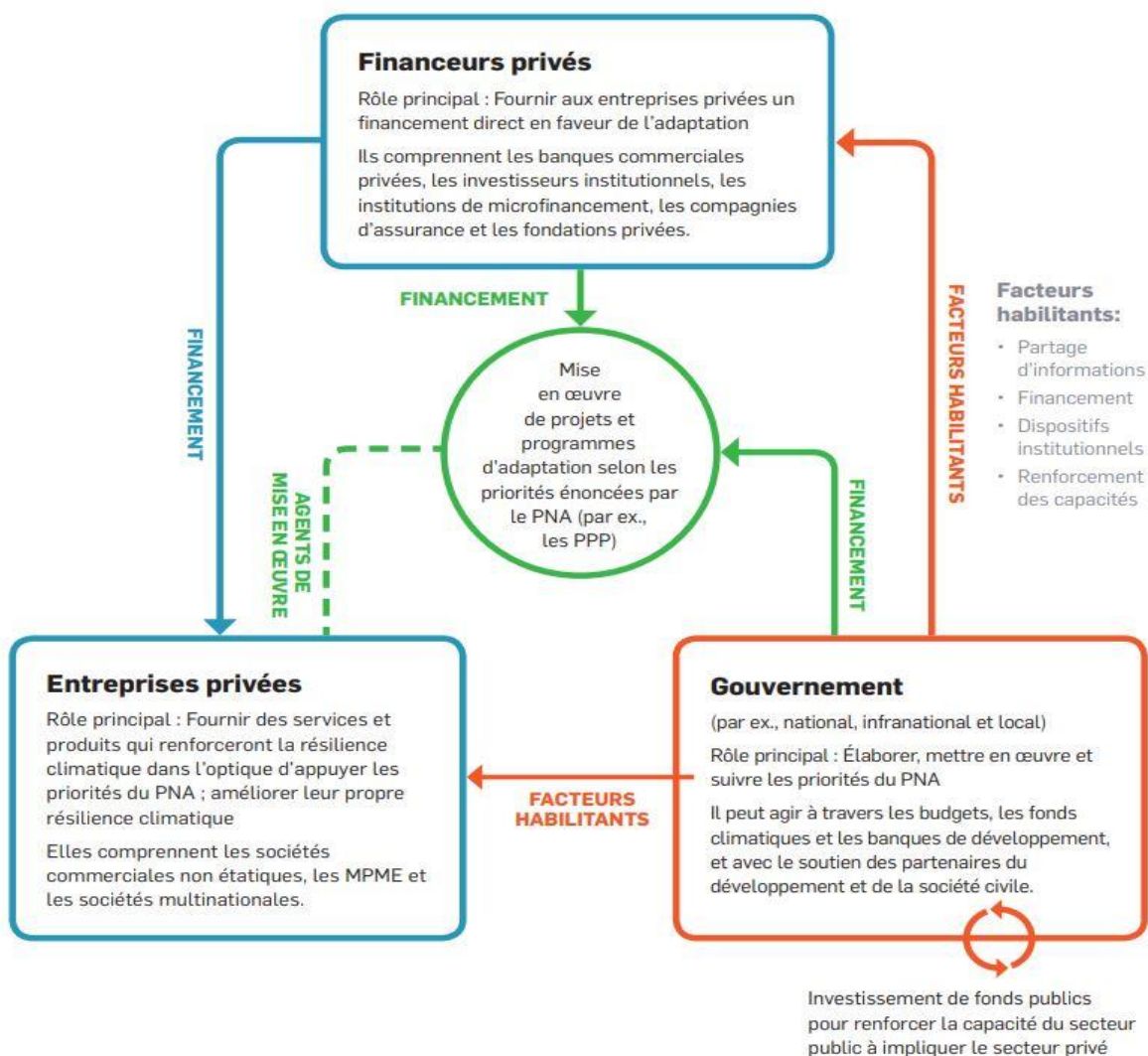


Figure 1. Impliquer le secteur privé dans le PNA

Source : IISD¹

¹ Source : Crawford, A. et Church, C. (2019). *Impliquer le secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation*. Winnipeg, Canada : Institut international du développement durable. Extrait de <http://www.napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2019/04/napgn-fr-2019-engaging-the-private-sector-in-national-adaptation-planning-processes.pdf>

Etudes de cas de pays

Le Mali et le Maroc ont partagés leurs expériences.

MALI : Intégration du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre du PNA au Mali. Par Mme Binta Diakité, Agence de Promotion des Investissements (API).

La contribution du secteur privé dans l'économie malienne est estimée à environ 12,5 % du PIB en 2017 et génère près de 60 % des emplois. Toutefois, il reste confronté à plusieurs contraintes liées notamment au manque de main-d'œuvre qualifiée ; l'accès difficile au financement pour les PME-PMI ; la faiblesse des infrastructures et le coût élevé des services liés à la production. Plusieurs initiatives sont mises en œuvre pour mieux impliquer le secteur privé, en particulier la sensibilisation et la formation sur les risques et opportunités climatiques ; le conseil sur le financement de l'adaptation ; la diffusion de savoirs sur les mesures d'adaptation, l'utilisation et la vulgarisation de l'outil [Climate Expert](https://www.climate-expert.org/)² pour démontrer les risques et opportunités liés au CC pour le secteur privé. Un cadre de concertation est également prévu.

MAROC : Initiative Entreprises Climat Maroc : Renforcement des capacités du secteur privé pour mieux intégrer les risques/opportunités liés au changement climatique. Par Mme Manal Boudinar, Responsable des opérations à Initiative Entreprises Climat.

Le Maroc a intégré le secteur privé comme acteur clé du processus PNA en sa qualité de membre du comité interministériel « Vulnérabilité et Adaptation ». La Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) participe aux négociations sur le Climat depuis les années 90 et dispose aujourd'hui de statut d'observateur. En 2016, avec la disponibilité d'un marché important pour améliorer la compétitivité des entreprises et inciter à intégrer le risque/opportunité climat dans les plans de développement des entreprises, l'Initiative Entreprise Climat Maroc (IECM) a défini un cadre pour répondre aux attentes du secteur privé formulées lors de la COP 22.

IECM : UNE VISION PRAGMATIQUE DU SECTEUR PRIVÉ FACE AU DÉFI CLIMATIQUE

- | | |
|-----------|--|
| OBJECTIFS | 1 Inciter à intégrer le risque/opportunité climat dans les plans de développement des entreprises marocaines |
| | 2 Proposer des solutions techniques, technologiques, financières concrètes et applicables par les entreprises tant au niveau de l'atténuation que de l'adaptation |
| | 3 Accompagner l'émergence d'une économie verte au niveau national avec un rayonnement attendu au niveau de l'Afrique |
| | 4 Récompenser l'engagement de l'entreprise pour le climat par l'adhésion à une Charte Climat puis, à moyen terme, l'octroi d'un LABEL climat |

Figure 2. Orientations de l'IECM

Source : IEC Maroc

² <https://www.climate-expert.org/fr/home/>

Travaux de groupe

Suites à la mise en contexte général sur le thème de la journée et le partage des expériences pays, un exercice de groupes, au nombre de quatre, a consisté à identifier les difficultés et les opportunités pour l'implication du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du PNA.

Parmi les difficultés majeures identifiées, on relève :

- ✓ La faible sensibilisation du secteur privé sur l'ACC ;
- ✓ L'insuffisance de cadre et stratégie spécifique d'implication/participation du secteur privé dans le processus PNA ;
- ✓ Faiblesse de l'accompagnement des entreprises pour mieux intégrer le risque climat ; notamment à travers des mesures incitatives.

Concernant les opportunités, elles ont porté principalement sur les aspects suivants :

- ✓ Existence de plusieurs mécanismes de financement Climat et de sources de financement dédiées au secteur privé ;
- ✓ Elargissement du champ de mise en œuvre des actions d'adaptation ;
- ✓ Existence de structures faitières représentants le secteur privé et engagement sur la question du risque/opportunité climat.



Séance plénière pendant la session « Intégration du secteur privé dans les processus nationaux de planification de l'adaptation »,

Globalement les échanges entre les participants ont mis l'accent sur l'absence d'informations au niveau du secteur privé sur les CC ; de mesures incitatives et de dispositif d'accompagnement spécifique pour mieux assumer les rôles attendus de cette catégorie d'acteurs, notamment en matière d'investissements. Par ailleurs, les structures faitières, organisations représentatives du secteur sont invitées à accentuer leur intérêt pour le processus PNA et jouer un rôle plus

déterminant dans l'avenir, en particulier en matière de partage de l'information ainsi que de plaider auprès des pouvoirs publics pour l'implication du secteur privé à toutes les étapes (préparation, mise en œuvre et suivi-évaluation) du processus PNA. Enfin, le partenariat et l'alliance du secteur privé avec les autres catégories d'acteurs du processus PNA sont perçus comme un levier efficace pour des résultats encore plus importants en matière d'adaptation aux changements climatiques et cela passe par sa participation aux instances de pilotage et de coordination des politiques d'adaptation aux changements climatiques.



Cocktail de bienvenue organisé dans l'après-midi du 1^{er} jour du forum.

31 Juillet | Intégration de la dimension genre au processus PNA

La deuxième journée du Forum Francophone sur le processus PNA a porté sur l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du processus PNA. Les sessions ont porté sur une introduction générale du thème, suivie d'études de cas et de travaux de groupes.

Introduction

Pour un processus de Plan National d'Adaptation (PNA) qui répond aux questions de genre. Par M. Patrick Guerdat, *Country Engagement Officer* de l'IISD.

Le processus PNA est une opportunité pour lutter contre les inégalités de genre et la CCNUCC a établi un mandat pour intégrer les considérations de genre (Décision du PNA, Accord de Paris, Plan d'actions genre adopté à la COP 23). Les approches qui répondent au genre vont au-delà de la sensibilité, ils cherchent à promouvoir l'égalité des genres dans les politiques et nécessitent l'attention aux questions de genre dans toutes les dimensions du processus des PNA.



Figure 3. Un processus PNA qui répond aux questions de genre

Source : IISD³

Le Réseau Mondial de PNA a accompagné plusieurs pays pour une meilleure prise en compte du genre dans le processus PNA. Cet accompagnement est axé sur (i) Analyse et synthèse sur le genre dans les processus PNA ; (ii) Facilitation de l'apprentissage sur les processus PNA qui répondent aux questions de genre dans et entre les pays et (iii) Soutien des analyses sur le genre ciblées pour éclairer les processus PNA.

Le rapport de synthèse 2017-2018 sur le genre et processus PNA établit que les capacités nationales en matière de genre existent, mais n'ont pas été utilisées efficacement dans le processus PNA. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour une intégration complète et systématique des questions de genre dans les processus PNA.

Etudes de cas de pays

Le Madagascar, la Guinée, le Benin, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Sénégal ont partagé leurs expériences.

MADAGASCAR : Intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA au Madagascar. Par Mme Philippine Noasiharinalanomenjanahary.

Le Madagascar s'est doté de politiques et plusieurs mécanismes institutionnels pour promouvoir le genre (politique nationale, plan d'actions, réformes des textes de lois, etc.). Le genre est aussi une dimension prise en compte dans plusieurs politiques ou stratégies sectorielles (agriculture et élevage, eau, assainissement, hygiène) et dans l'élaboration du Plan National d'Adaptation du Madagascar depuis la phase des consultations interrégionales. Les défis pour consolider les efforts déjà engagés sont axées autour de l'intégration du genre dans les options d'adaptation

³ **Source** : Dazé, A. et Dekens, J. (2017). Un cadre pour des processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) qui répondent aux questions de genre. Winnipeg, Canada : Institut international du développement durable. Extrait de <http://www.napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2017/07/napgn-fr-2017-a-framework-for-gender-responsive-nap-processes.pdf>

des secteurs les plus vulnérables (agriculture, ressources en eau, santé, zones côtières, biodiversité/foresterie, infrastructures, gestion des risques climatiques) ; la désignation d'une unité focale en matière de genre pour le processus PNA ; l'intégration du genre dans les divers outils d'évaluation environnementale et le partage d'expériences.

GUINEE : Processus d'élaboration du PNA et intégration du genre en Guinée. Par Mme Oumou Doumbouya, Point Focal PNA/Guinée.

En Guinée, les femmes constituent 80% de la main d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, et détiennent seulement 27% des revenus du travail contre 63% par les hommes, à cela s'ajoute leur faible présence dans les instances de décisions. Toutefois, plusieurs mécanismes institutionnels ont été mis en place pour une meilleure intégration du genre, en particulier le Service Genre et Equité dans quasiment tous les départements ministériels et un Service Genre et Equité dans chaque ministère sectoriel. Le processus PNA a démarré depuis 2016. Les orientations et options en cours mettent l'accent sur la définition d'une stratégie spécifique pour intégrer le genre dans les stratégies et plans d'adaptation aux changements climatiques ; le renforcement des capacités des Services Genre et Equité en matière d'ACC et l'accès des femmes aux opportunités offertes par les actions d'adaptation en zone côtière

BENIN : Pour un PNA qui répond aux questions du genre au Benin. Par M. Sourou Adjinda, Chef du Service Surveillance environnementale à la DGEC.

Le Benin a entamé l'élaboration de son Plan National d'Adaptation. Une étude d'analyse de genre dans le processus de Plan National d'Adaptation (PNA) avec l'appui de NAP Global Network en vue de relever les opportunités et lacunes pour intégrer les questions de genre dans le processus de PNA a été réalisée.

Un dispositif institutionnel a été mis en place pour soutenir l'égalité du genre, toutefois, le lien entre les questions de genre et les changements climatiques n'est pas pris en compte dans la plupart des stratégies et politiques de développement. L'évaluation des incidences socio-économiques des changements climatiques avec un accent particulier sur les femmes dans les secteurs les plus vulnérables (agriculture, eau, santé, zone côtière, énergie, biodiversité et foresterie) a été préconisée.

CONGO : Intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA en RDC. Par Mme Mamie Phongo, Experte en Education Environnementale et Sensibilisation.

Le processus PNA en RDC a été enclenché au niveau national mais également dans cinq (05) provinces pour le recueil de données en vue d'établir une situation de référence. La RDC s'est dotée d'une Politique Nationale de Genre qui vise à instaurer un environnement institutionnel, socioculturel, juridique et économique favorable à la réalisation de l'équité et de l'égal accès des hommes et des femmes, des garçons et des filles aux ressources de la société. Ainsi, , plusieurs études ont été réalisées et ont permis de collecter des données sur la vulnérabilité en général.

La poursuite des efforts engagés met l'accent sur plusieurs défis, notamment l'accès aux données désagrégées par sexe au niveau national, sectoriel et provincial ; la réalisation d'analyses sectorielles sur les inégalités de genre et le plaidoyer pour une nomenclature budgétaire sensible au genre, un système de suivi de la politique nationale intégrant des indicateurs genre et la communication.



Groupe de travail sur l'intégration du genre dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques.

SENEGAL : Introduction à l'intégration de la dimension genre dans la planification locale.

Par Mme Ndeye Maty Ndoye, membre de la Plateforme nationale de planification locale, Coordinatrice de la cellule genre du Ministère en charge de la Gouvernance territoriale.

Le Sénégal a consacré la parité absolue homme / femme dans les instances totalement ou partiellement électives et dispose d'un cadre juridique, politique et institutionnel qui garantit les droits des femmes et promeut l'équité et l'égalité de genre. La faible prise en compte de la dimension genre dans les différents documents de planification locale et l'absence d'outils adaptés pour permettre aux collectivités territoriales de prendre en compte le genre ont conduit à l'élaboration d'un guide pour l'intégration du genre dans la planification locale. Ce guide vise à permettre l'intégration de la dimension genre aux phases de préparation, de diagnostic, de planification et de mise en œuvre des documents de planification locale. Il a été expérimenté en phase pilote dans quatre (04) communes et est en phase de mise à l'échelle.

Travaux de groupe

Après les présentations et échanges sur le thème du deuxième jour du forum, les participants ont identifié les difficultés et opportunités pour l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du PNA.

Il ressort des propositions des groupes, les points saillants suivants :

- **Contraintes majeures pour intégrer le genre**
 - ✓ Faiblesse des analyses sur l'intégration du genre dans le processus PNA ;
 - ✓ Barrières culturelles et coutumières ;
 - ✓ Faiblesse du dispositif d'accompagnement (service/point focal et outils) pour l'intégration du genre au niveau national, sectoriel et local.
- **Opportunités pour intégrer le genre**
 - ✓ Existence de cadre politique et institutionnel favorable ;
 - ✓ Disponibilité de PTF et de mécanismes financiers pour accompagner des projets sensibles au genre ;
 - ✓ Prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des projets.

Les participants ont proposé l'élaboration de stratégies et plans d'actions spécifiques, notamment au niveau sectoriel pour favoriser une meilleure prise en charge du genre dans le processus PNA. Il a été aussi question d'accompagner le changement des mentalités en vue de libérer les femmes des nombreuses contraintes à dimension culturelle et traditionnelle qui limitent leur participation aux instances de pilotage et de coordination des politiques et stratégies de développement. Enfin, la mise à disposition d'outils simples a été recommandée en vue d'évaluer la prise en charge du genre dans toute action de développement, en particulier dans le cadre des options d'adaptation aux changements climatiques.

01 Août | Accès direct au financement international climat

La troisième journée a porté sur l'accès direct au financement international climat pour la mise en œuvre du processus PNA.

Introduction

Le thème a été introduit par le Centre de Suivi Ecologique (CSE) du Sénégal, suivi des études de cas du Benin, d'Haïti, du Mali et du Maroc.

Financement international du climat. Par Mme Aïssatou Diagne, Chargée de projets à l'Unité Finances au Centre de Suivi Ecologique (CSE).

La communauté internationale reconnaît, dès 1997 avec le Protocole de Kyoto, la nécessité d'établir un mécanisme de financement des actions d'adaptation et d'atténuation des pays en développement. La Finance Climat a été considérée dès lors comme défis de (i) Réduire les risques climatiques ; (ii) Faire la distinction entre le financement du développement et les effets du changement climatique ; (iii) Trouver un juste milieu entre le financement des pays développés et des pays en développement et (iv) Améliorer le niveau de connaissances. Plusieurs mécanismes de financements sont promus à travers des canaux multilatéraux, bilatéraux et nationaux. Il s'agit notamment de la Facilité africaine de l'eau ; du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ; du Fonds pour l'Adaptation (FA) ; du Fonds Vert pour le Climat (FVC) ; de la

Facilité du Secteur Privé (PSF) ; de la Facilité pour la Préparation des Projets (PPF) et du Programme d'appui à la préparation (Readiness Programme).

Le processus d'approbation des projets est soumis à plusieurs étapes, comme illustré ci-après pour ce qui concerne le FVC, le plus grand fonds dédié à l'exécution de l'Accord de Paris.

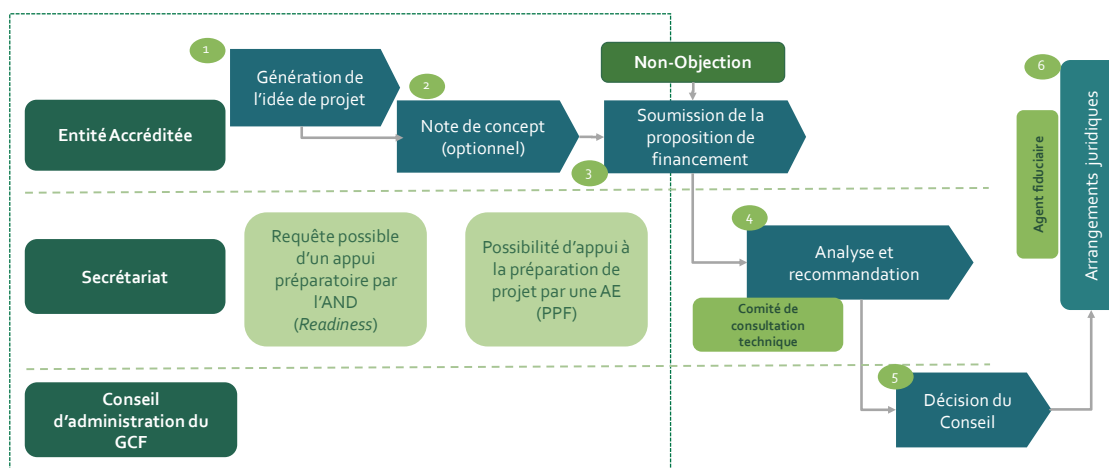


Figure 4. Processus d'approbation des projets soumis au GCF

Source : CSE, Sénégal

Études de cas de pays

BENIN : Accès du Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC) du Bénin au Fonds d'Adaptation. Par Dr. Appolinaire Gnanvi, Directeur Général du FNEC.

Le FNEC, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle du Ministère en charge de l'Environnement, a pour mission de mobiliser les ressources nationales et internationales et financer les mesures de protection de l'environnement, à travers des appels à projets, des interventions directes et le Mécanisme de Financement de l'Adaptation au niveau local (LoCAL). Accrédité en juin 2010 en tant qu'Entité Nationale de Mise en œuvre (ENM) au Fonds d'Adaptation (FA), le FNEC a organisé des ateliers d'appropriation du mécanisme de financement des projets FA au profit des différents acteurs et soumis le document du projet du Bénin qui a été approuvé en juin 2013. Toutefois, quelques difficultés subsistent. Elles portent notamment sur la viabilité des projets soumis ; la collaboration insuffisante entre l'Entité d'Exécution et l'Entité Nationale de Mise en Œuvre ; et la faiblesse des données scientifiques. Le FNEC a été accrédité au FVC en février 2019. Les efforts pour améliorer l'accès du Bénin au financement climat mettent l'accent sur l'élaboration d'un programme pays, la réalisation des études de faisabilité des projets et programmes basées sur les priorités nationales et l'amélioration de la gouvernance.

HAÏTI : Programme de préparation d'Haïti à l'accès au Fonds Vert pour le Climat « Readiness ». Par Mme Pierre Gerty, Point Focal PNA, Direction Changement Climatique, Ministère de l'Environnement (AND/FVC).

En juin 2019, Haïti a approuvé son PNA avec l'appui du PNUD. Compte tenu de sa vulnérabilité, le pays a bénéficié au fil des négociations internationales sur le Climat, un certain nombre de Fonds dans le cadre de la lutte contre les CC. L'Autorité Nationale Désignée du FVC est assurée par le Ministère de l'Environnement qui a élaboré un Programme d'appui préparatoire du Fonds Vert pour le Climat, Readiness Program.

Ce programme a pour objectif de soutenir les efforts du Gouvernement haïtien afin de renforcer les capacités nationales pour l'accès, la gestion, le déploiement et le contrôle de financement en faveur du climat. Quelques réalisations clés dont certaines sont en cours ont été enregistrées, en particulier la mise en place d'un mécanisme national de coordination favorable à l'identification et la priorisation des priorités nationales pour l'élaboration du programme Pays (PP) ; la sélection et l'accompagnement des Entités Candidates dans leur processus de demande d'accréditation auprès du FVC ; l'information et la mobilisation des acteurs du secteur privé. En perspective, les actions prioritaires vont porter sur la validation du programme pays, le lancement du processus PNA, l'appui technique aux Entités nationales candidates à l'accréditation ainsi que la mise en place d'outils de gestion pour l'AND.



Séance de discussion sur les expériences pays.

MALI : Accréditation au Fonds Vert pour le Climat au Mali. Par M Lassina Coulibaly, Point Focal PNA, Agence de l'Environnement et du Développement Durable.

Au Mali, quatre (04) structures furent sélectionnées pour être accréditées au Fonds Vert pour le Climat (FVC). Il s'agit de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT), Mali FolkeCenter (MFC), la Banque de Développement du Mali (BDM), et la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT). Le processus d'accréditation est toujours en cours avec des niveaux d'avancement différents, l'ANICT et MFC en phase très avancée, et la BDM et CMDT au stade d'audit institutionnel. La lenteur du processus d'accréditation est justifiée

par le mode de sélection des entités à accréditer, la faible appropriation des procédures/standards du fonds et la barrière linguistique. Les recommandations mettent l'accent sur un rôle plus accru des ministères de l'Economie et des Finances, le choix d'entités ayant les capacités de couvrir le maximum d'acteurs et la concertation des parties prenantes.

MAROC : La Finance Climat : une opportunité pour mobiliser des ressources financières pour un développement durable. Par M Hamid Faik, Chef de la division de la mobilisation des financements, Agence pour le Développement Agricole (ADA).

L'Agriculture marocaine contribue à hauteur de 19 % du PIB national dont 5% concerne les Industries Agroalimentaires. Elle compte 40% des emplois et est source de revenus pour 80% de la population rurale marocaine. Toutefois, un contexte climatique préoccupant avec des disponibilités en ressources en eau de plus en plus rares et irrégulières dans le temps et dans l'espace. Le Plan Maroc Vert (PMV) décline une série de mesures d'atténuation et d'adaptation portant sur (i) la réalisation des projets agricoles solidaires inclusifs ; (ii) la sécurisation des ressources hydriques et (iii) des mesures incitatives au titre du Fonds de Développement Agricole.

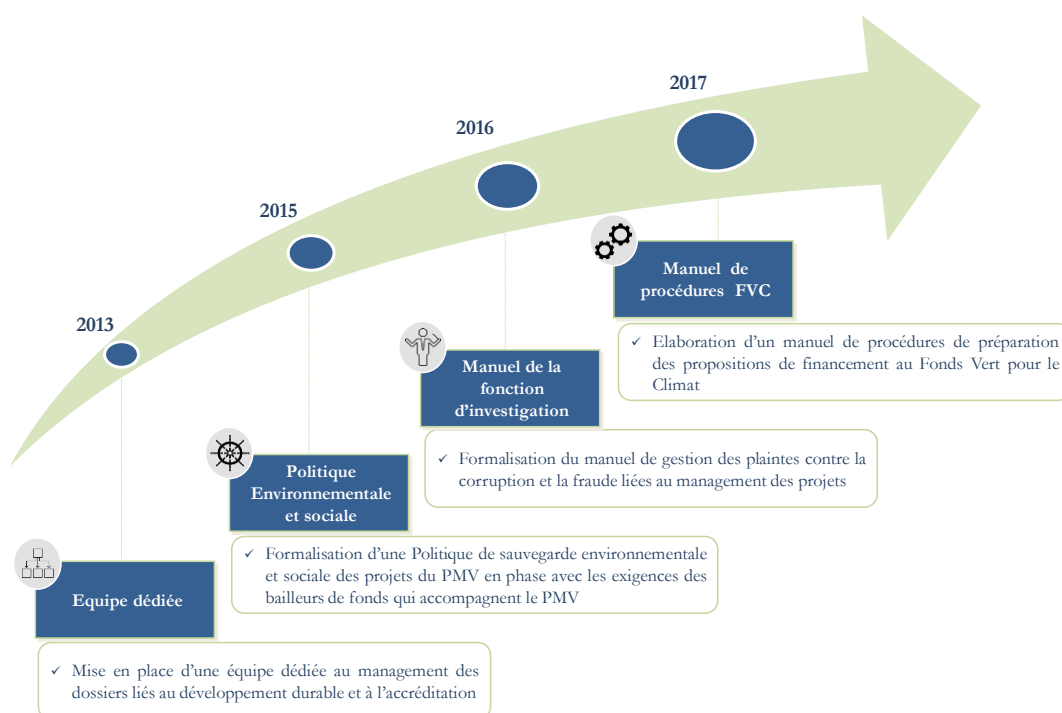


Figure 5 : Une gouvernance dédiée en matière de développement durable

Source : ADA Maroc

L'ADA a mobilisé 36,5 millions USD de dons auprès du FEM et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) pour la mise en œuvre de programmes intégrant la dimension du changement climatique dans les projets d'agriculture solidaire du PMV. L'agence est

accréditée auprès du FA et FVC, avec des perspectives de mobilisation de fonds, au titre du FVC, de 125 millions USD. Une des clés de succès de l'ADA est liée à la qualité de la gouvernance.

Marché des connaissances – Elaboration des projets d'adaptation pour le financement international climat

Il s'agit d'échanges interactifs entre les participants, qui demandent conseil et échangent entre pairs sur les défis réels auxquels ils sont confrontés en matière de financement des PNA.

Les présentations et échanges ont porté sur les exigences et spécifications pour l'élaboration des projets d'adaptation sur les thèmes suivants :

- Intégration des données scientifiques ;
- Critères d'investissement ;
- Le processus SAP du FVC.

Intégration de l'information scientifique dans un projet d'adaptation. Par Dr. Melinda Noblet, Experte scientifique impacts climatiques et adaptation à Climate Analytics/PAS-PNA Sénégal.

L'exposé a mis en relief la justification climatique et les exigences du FVC. Les actions proposées dans les notes conceptuelles doivent bien répondre aux impacts des changements climatiques en établissant clairement les liens entre le climat et les impacts climatiques en s'appuyant sur des données fiables et en veillant à ce que le lien entre les actions proposées et le climat/les impacts climatiques soit fondé sur des données probantes, des évidences scientifiques. La réalisation d'études de vulnérabilité est dès lors une étape incontournable. Elle permet d'évaluer qualitativement la vulnérabilité d'une organisation, d'une structure ou d'un territoire aux risques liés au changement climatique en étudiant notamment son exposition et sa sensibilité d'une part et de hiérarchiser ce niveau de vulnérabilité lié aux différents impacts, par rapport à l'ampleur des conséquences et à la probabilité d'occurrence de ces impacts.

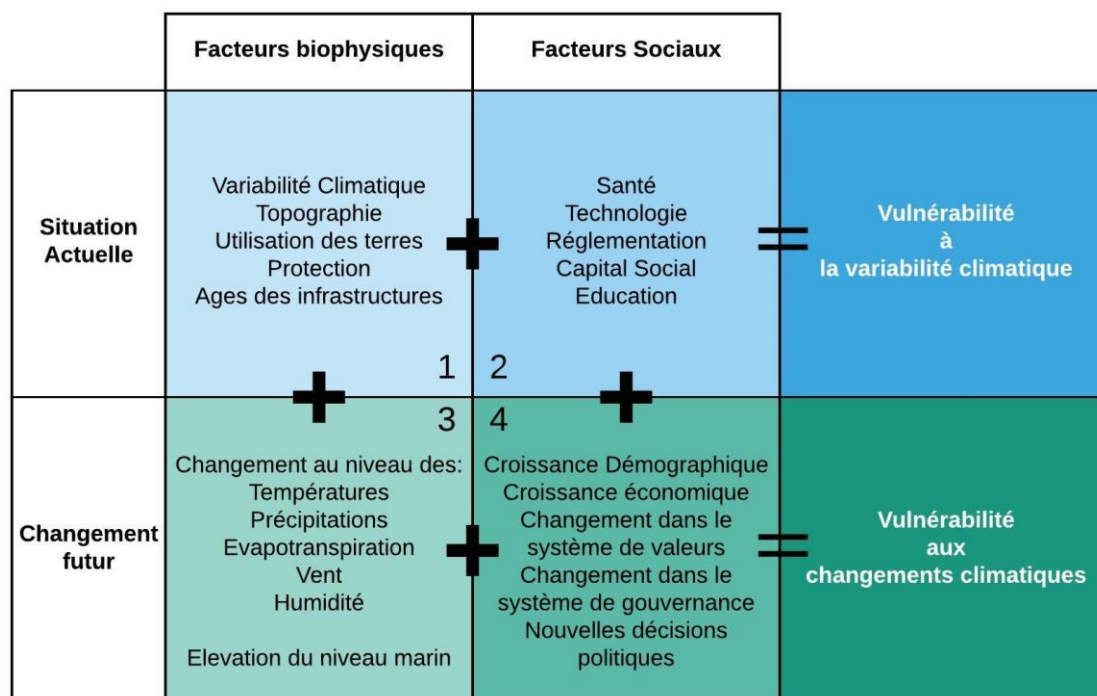


Figure 6 : Déterminants actuels et futurs de la vulnérabilité à la variabilité climatique et aux changements climatiques

Source : *Climate Analytics, Assessing Adaptation Knowledge in Europe : Vulnerability to Climate Change, 2017*

Le PAS-PNA, dans le cadre de la composante 2, renforcement des capacités scientifiques, a appuyé les prestataires de services climatiques nationaux pour l'élaboration d'informations scientifiques solides sur l'impact des CC et les intégrer dans la programmation politique des pays cibles. Il a été recommandé la réalisation/actualisation des études de vulnérabilité au niveau sectoriel et national en vue de fournir une base scientifique solides pour les options d'adaptation.

Critères d'investissement pour le GCF. Par Mme Aïssatou Diagne, Chargée de projets à l'Unité Finances Climat au Centre de Suivi Ecologique (CSE).

Le marché des connaissances sur les Critères d'investissement du FVC a permis de passer en revue les six (06) critères utilisés par le FVC. Le tableau suivant indique pour chaque critère, l'objectif visé.

Critères d'investissement	Objectif visé
1. Potentiel d'impact	Capacité du projet ou de l'intervention à contribuer à l'atteinte des objectifs du Fonds
2. Potentiel de changement de paradigme	Mesure dans laquelle l'intervention peut catalyser un impact au-delà de l'investissement ponctuel dans un projet ou un programme
3. Potentiel de développement durable	Avantages et priorités connexes
4. Besoins des bénéficiaires	Vulnérabilité et besoins de financement du pays bénéficiaire et population
5. Appropriation par les pays	Appropriation par un pays bénéficiaire et capacité à mettre en œuvre un projet ou programme financé (politiques, stratégies et institutions en matière de climat)
6. Efficacité et efficience	Solidité économique et, le cas échéant, financière du programme/projet

Tableau 2 : Critères d'investissements du FVC et objectifs visés

L'exposé a mis en exergue l'importance que le FVC accorde au potentiel de changement de paradigme et de développement durable mais également la réplication et mise à l'échelle des expériences. En outre, dans le contexte de chômage élevé des jeunes, il a été recommandé aux pays de veiller à ce que les projets d'investissement mettent un accent particulier sur la dimension création d'emplois et participation des industries locales.

Processus d'Approbation Simplifié du GCF. Par Dr. Appolinaire Gnanvi, Directeur Général du FNEC.

L'exposé a rappelé les critères d'éligibilité, (i) prêt pour des projets avec effet multiplicateur et potentiel pour un impact transformationnel ; (ii) contribution du FVC à hauteur de 10 millions USD et (iii) risques environnementaux et sociaux minimum. Plusieurs exemples d'activités éligibles ont été abordées, en particulier le développement des capacités, notamment les services conseils ; la production au niveau des ménages ou encore les projets communautaires ruraux et urbains à petite échelle. Les huit (08) étapes de la procédure d'approbation simplifiée ont été discutées, avec un accent sur la phase d'élaboration de la note conceptuelle.

Les présentations des expériences pays et le marché des connaissances ont permis de fournir aux participants des informations détaillées sur le dispositif national et international du financement climat, en particulier les finalités visées et modalités et critères d'éligibilité. Le partenariat entre les différents acteurs a été aussi revisité pour inviter à une synergie renforcée et à une complémentarité, notamment entre l'Autorité Nationale Désignée, les structures accréditées et les autres parties prenantes. La question du statut des documents de référence a donné lieu à de larges échanges, notamment le document pays dont son élaboration a été fortement recommandée ainsi que son actualisation périodique pour servir de cadre de référence à la

sélection des projets soumis au financement climat. Enfin, l'exigence d'une gouvernance exemplaire a été mise en exergue. Il s'agit de développer des outils et mécanismes qui assurent une réelle transparence et qui promeut l'efficacité de gestion.



Marché des connaissances,
stand CSE

Marché des connaissances,
stand Climate Analytics



Exercice physique après le
déjeuner



Cérémonie de remise des certificats de participation



Annonce du dîner d'au revoir



Cérémonie de clôture



02 Août | Visite sur le terrain

Une visite terrain a été organisée le dernier jour du forum à Saly, station balnéaire située à environ 80 km de la capitale Dakar, avec l'appui des experts de la division gestion du littoral du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et de l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX) du Sénégal.

Le littoral de Saly est actuellement en forte régression. L'érosion côtière constitue une problématique majeure, elle touche tous les secteurs notamment celui touristique et les activités connexes. Les plages constituent le principal atout touristique de Saly. Leur régression se fait à un rythme élevé entraînant des pertes énormes pour les hôteliers (le secteur privé). Cette situation remet en cause le caractère balnéaire du site et nuit considérablement au développement du secteur touristique et des activités connexes.

Face aux problèmes rencontrés dans la zone côtière, l'état du Sénégal, avec l'appui des partenaires au développement dont la Banque Mondiale, l'UEMOA, la Coopération Japonaise, l'Union Européenne, UICN etc., a mis en œuvre depuis quelques années un certain nombre d'actions de protection verte et grise du littoral de Saly.



Les participants visitent le site de Saly (plage récupérée par la mise en place d'ouvrages de protection du littoral)

Le projet de Développement du Tourisme et des Entreprises (PDTE) sur financement de la Banque Mondiale a engagé des travaux physiques de protection, de restauration et entretien des plages de Saly. Le projet va ainsi restaurer et protéger les plages de Saly sur une longueur de 4,5 km afin de redynamiser le tourisme balnéaire. La visite de terrain a permis à l'équipe de projet de présenter les travaux de restauration et de protection, en particulier la construction d'ouvrages de fixation et de protection des plages de type épis et brise-lames immergées et émergées sur le front de mer de Saly entre l'hôtel Lamantin et les Cocotiers et le rechargement massif des plages par l'apport de matériaux sableux sur ce même linéaire.



Avancée de la mer et mise en place d'ouvrages de protection des plages à Saly

Les participants ont ensuite visité quelques chantiers, ainsi que l'aire de transformation des produits halieutiques, restaurée pour soutenir l'activité des femmes transformatrices. Une pause-café a été organisée sur site avant de regagner la capitale par bus.



Visite du site de transformation des poissons réhabilité dans le cadre du projet d'Adaptation à l'érosion côtière dans les zones vulnérables, (2012-2015), financé par le fonds pour l'adaptation,

Évaluation

Le 2^{ème} Forum Francophone sur le PNA a été apprécié globalement satisfaisant par les participants.

En réponse à la question « Comment évalueriez-vous vos apprentissages globaux au cours de l'atelier ? », les apprentissages globaux ont reçu un score moyen de 3,69 sur une échelle allant de 1 à 5 (1 étant « peu ou pas de nouveaux apprentissages » et 5 étant « Quantité importante de nouveaux apprentissages »).

L'auto-évaluation par les participants des sujets discutés au cours du Forum est donnée ci-dessous, sur une échelle allant de 1 à 5 (1 = Faible, 5 = Excellente).

Sujet	Avant le Forum	Après le Forum
Le processus de PNA	3,04	3,68
L'intégration du secteur privé dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques	2,42	3,76
L'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques	2,30	3,63
L'accès direct aux mécanismes de financement international climat pour la mise en œuvre de la planification de l'adaptation	2,18	3,69

Tableau 3. Réponses à la question « Comment évalueriez-vous vos apprentissages globaux au cours de l'atelier ? »

Sur une échelle allant de 1 à 5, l'organisation de l'événement a été notée comme suit.

Sujet	
Structure de l'agenda	3.55
Animation	3.77
Équilibre entre présentations et travail de groupe	3.71
Opportunités de dialogue et de partage des connaissances	4.25
Pertinence des thèmes et des leçons dans le contexte de mon pays	4.30

Tableau 4. Résultats des sondages après le Forum

Les participants ont particulièrement apprécié de pouvoir échanger entre pairs, notamment en travaux de groupe pour apprendre concrètement des expériences des autres et nouer de façon informelle des liens de collaboration pour le futur. Le marché des connaissances est perçu comme un point fort et a permis de bien maîtriser des critères essentiels liés notamment au financement climat.

Concernant les points d'amélioration pour les forums à l'avenir, les participants ont proposé l'élargissement de la durée des discussions, la diversification des méthodes d'échanges en particulier le marché des connaissances et l'implication d'acteurs locaux en qualité de représentants des populations directement impactées par les CC.

Annexe A : Agenda du Forum Francophone

Deuxième Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) Du 30 juillet au 02 août 2019 à Dakar (Sénégal)

Avec l'accent mis sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat et l'intégration de la dimension genre et du secteur privé dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques

Ce Forum d'experts réunira des représentants gouvernementaux pour leur permettre de bénéficier de contributions d'experts, d'exemples de meilleures pratiques et d'une expérience d'apprentissage entre pairs pour faciliter la mise en œuvre de leur processus PNA.

Les objectifs globaux de ce Forum se déclinent comme suit :

- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'implication du secteur privé dans la planification de l'adaptation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat avec un focus sur l'identification de la « rational climat » et l'intégration du secteur privé ainsi que la dimension genre dans les processus ;
- L'identification des rôles possibles des différents acteurs (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants des structures en charge du budget et de la planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

Horaire	Séance	Responsable
30 juillet	Jour 1 – Introduction au processus PNA et l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA	
8h30	<i>Inscriptions</i>	PAS-PNA
9h00	Présentation des participants	Facilitateur et participants
9h20	Ouverture	Facilitateur
9h35	Foire des résultats Les différentes délégations présentent aux autorités les résultats déjà obtenu dans le processus PNA de leur pays respectif pendant un tour des stands	Facilitateur
10h10	Photo de Famille	PAS-PNA et photographe
10h20	Pause	PAS-PNA / Facilitateur
11h00	Introductions : Le Forum et le processus PNA - Introduire les objectifs et le programme du forum - Le processus PNA	Facilitateur Mr Evariste ALOHOU
11h25	Introduction à l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA	Mr Patrick GUERDAT
11h45	Questions et discussion plénière	Facilitateur

Horaire	Séance	Responsable
12h30	Déjeuner	PAS-PNA
14h00	Études de cas des pays sur l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA <ul style="list-style-type: none"> - Intégration du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre du PNA au Mali - Initiative Entreprises Climat Maroc : Renforcement des capacités du secteur privé pour mieux intégrer les risques / opportunités liés au Changement Climatique » 	Mme Binta DIAKITE Mme Manal BOUDINAR
15h00	Exercice interactif Dans des groupes de trois pays les participants identifient trois difficultés et trois opportunités pour l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du PNA	Facilitateur et participants
16h00	Pause	PAS-PNA
16h15	Discussion en plénière	Facilitateur
16h45	Travaux de groupe : Revue du jour 1 par les équipes pays Les équipes pays se réunissent pour réfléchir aux contributions du jour 1 et afin de travailler à la préparation des prochaines étapes en vue de la mise au point de l'implication du secteur privé dans la planification d'adaptation.	Participants
17h30	Fin du Jour 1	

Horaire	Séance	Responsable
31 juillet	Jour 2 – L'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du processus PNA	
9h00	Introduction à l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du processus PNA	Mr Patrick GUERDAT
9h20	Études de cas des pays sur l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du PNA <ul style="list-style-type: none"> - Intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA à Madagascar - Intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA à la Guinée 	Mme Philippine NOASIHARINALA-NOMENJANAHARY Mme Oumou DOUMBOUYA
10h30	Pause	PAS-PNA
11h00	Exercice interactif Dans des groupes de trois pays les participants identifient trois difficultés et trois opportunités pour l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du PNA	Facilitateur et participants
12h00	Discussion en plénière	Facilitateur
13h00	Déjeuner	PAS-PNA

Horaire	Séance	Responsable
14h30	Études de cas des pays sur l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du processus PNA <ul style="list-style-type: none"> - Intégration de la dimension genre dans la planification locale au Sénégal - Intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA au Bénin - Intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA au Congo 	Mme Ndeye Maty NDOYE Représentant du Bénin Mme Mamie PHONGO
15h30	Pause	PAS-PNA
16h00	Travaux de groupe : Revue du jour 2 par les équipes pays Les équipes pays se réunissent pour réfléchir aux contributions du jour 2 et afin de travailler à la préparation des prochaines étapes en vue de la mise au point de l'implication de l'intégration de la dimension genre dans la planification d'adaptation.	Participants
17h00	Fin du Jour 2	

Horaire	Séance	Responsable
01 août	Jour 3 –L'accès direct au financement international climat pour la mise en œuvre du processus PNA	
9h00	Introduction au financement international climat Cette séance présentera le financement international climat pour le financement des mesures d'adaptation avec l'accent sur les différents mécanismes et le processus d'accès.	Mme Aïssata DIAGNE
9h30	Études de cas des pays sur l'accréditation pour l'accès direct au financement international climat <ul style="list-style-type: none"> - Accès du Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC) au Fonds d'Adaptation - Accréditation au Fonds Vert pour le Climat (GCF) – Expériences du Mali 	Mr Appolinaire GNANVI Mr Lassina COULIBALY
10h30	Pause	PAS-PNA
11h00	Études de cas des pays sur l'élaboration des projets d'adaptation pour l'accès direct au financement international climat <ul style="list-style-type: none"> - Accréditation au Fonds Vert pour le Climat (GCF) – Expériences de Haïti - La mise en œuvre, S&E et le reporting des projets du Fonds Vert pour le Climat – Expérience du Maroc 	Mme Gerty PIERRE Mr Hamid FAIK
12h00	Discussion plénière	Facilitateur
12h30	Déjeuner	PAS-PNA

Horaire	Séance	Responsable
14h00	Marché de connaissance – Elaboration des projets d'adaptation pour le financement international climat Des experts des différents structures présentes les exigences et spécifications pour l'élaboration des projets d'adaptation : <ul style="list-style-type: none"> - Cadre Institutionnel pour la mise en œuvre des projets - Les critères d'investissement - Intégration des données scientifiques <ul style="list-style-type: none"> - Le processus SAP du FVC 	Mme Aïssata DIAGNE Mme Melinda NOBLET Mr Appolinaire GNANVI / Mr Sönke MARAHRENS
15h30	Pause	PAS-PNA
15h45	Travaux de groupe : Revue du Forum et élaboration des prochaines étapes par les équipes pays Les équipes pays se réunissent pour réfléchir aux contributions du Forum et afin de travailler à la préparation des prochaines étapes.	Participants
16h45	Evaluation	Facilitateur
17h00	Clôture	Facilitateur
17h15	Fin du Jour 3	
20h00	Dîner d'au revoir	PAS-PNA

Horaire	Séance	Responsable
02 août	Jour 4 – Visite sur le terrain	
7h00	Départ de l'hôtel	PAS-PNA
8h30	Visite du quai de pêche de Saly	
9h45	Pause sur le terrain	PAS-PNA
10h00	Visite érosion et mesure d'adaptation	
11h00	Retour à l'hôtel	PAS-PNA
13h30	Arrivée à l'hôtel et pause déjeuner	PAS-PNA
14h30	Fin du Jour 4	

Annexe B : Liste des participants

N°	Prénom	NOM	Structure	Pays
1	Ousseynou	NDIONE	Direction de l'environnement et des établissements classés (DEEC)/Division CC	Sénégal
2	Gabriel	NDIAYE	DEEC/Division CC	Sénégal
3	Dibor	SARR	DEEC/Division CC	Sénégal
4	Ramatoulaye	DIALLO	DEEC/Division CC	Sénégal
5	Boury Angélique	DIOUF	DEEC/DGL	Sénégal
6	Gabriel	SARR	Direction de la Planification (DP)	Sénégal
7	Bocar	DIALLO	Direction de la Planification (DP)	Sénégal
8	Papa Djiby	NDIAYE	DP	Sénégal
9	Aissatou	DIAGNE	CSE	Sénégal
10	Djibril	DIAGNE	Direction de l'Agriculture	Sénégal
11	Edmond	ADIOYE	DGPRES	Sénégal
12	Oumoul Khaïry	NIANG	BMN	Sénégal
13	Benoît	FAYE	CNES	Sénégal
14	Birame	DIOUF	COMNACC	Sénégal
15	Ndeye Yacine	NDOUR	FAO	Sénégal
16	Djidiack	FAYE	ARD	Sénégal
17	Oumar	DIOUF	Conseil Départemental de Fatick	Sénégal
18	Mamadou Touré	NDONG	IED	Sénégal
19	Maty	NDOYE	Ministère en charge de la Gouvernance territoriale	Sénégal
20	Demangnon Appolinaire	GNANVI	Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC)	Bénin
21	Sidonie	HOUNDONOUGBO	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB)	Bénin
22	Sourou	ADJINDA	MCVDD/DGEC	Bénin
23	Ilako Adjoke Maurille Tchele	ELEGBEDE	MCVDD/DGEC	Bénin
24	Kouka	OUEDRAOGO	DCCI/SP-CNDD	Burkina Faso
25	Arzoumbila	PEDABGA	DCCI/SP-CNDD	Burkina Faso

N°	Prénom	NOM	Structure	Pays
26	Zana	TRAORE	Secrétariat Permanent du Groupement Professionnel des Industriels du Burkina Faso	Burkina Faso
27	Mamata	SARE/FOFANA	Secrétariat Exécutif du Fond Vert Climat (AND)	Burkina Faso
28	B. Nestor	KINI	Fonds d'Intervention pour l'Environnement	Burkina Faso
29	Hamid	FAIK	Agence pour le Développement Agricole	Maroc
30	Manal	BOUDINAR	Initiative Entreprises Climat Maroc	Maroc
31	Hartmut	BEHREND	GIZ - ASNaCC	Mali
32	Lea Sarah	KULICK	GIZ - ASNaCC	Mali
33	Binta	DIAKITE	API Mali	Mali
34	Lassina	COULIBALY	AEDD	Mali
35	Seydou	KEITA	MEADD	Mali
36	Mamadou	GOUMANE	AEDD	Mali
37	Jonathan Michael	ANDREAS	BNC CCREDD+	Madagascar
38	Antsa Naritiana	ANDRIAMORAVELO	MEF (Ministère de l'Economie et des Finances)	Madagascar
39	Philippine	NOASIHARINALANO-MENJANAHARY	MPPSPF (Ministère de la Population	Madagascar
40	Ravo Rakotozafinirina Mickael	RANDRIANASOLO	MSP (Ministère de la santé publique)	Madagascar
41	Oumou	DOUMBOUYA	Ministère de l'environnement, des Eaux et Forêts	Guinée
42	Mohamed	DOUMBOUYA	Ministère de l'environnement, des Eaux et Forêts	Guinée
43	Aboubacar	YOULA	PNUD	Guinée
44	Peltrop	EBERT	Ministère de la Planification	Haïti
45	Thomas	MUSETTE	Ministère de l'environnement	Haïti
46	Pierre	GERTY	Ministère de l'environnement	Haïti
47	Francine	KATANGA	Ministère de l'environnement et du développement durable	RDC
48	Tshitshi	KABEYA	Ministère de l'environnement et du développement durable	RDC
49	Mamie	PHONGO	ONG "Speak out about D.R.C"	RDC
50	Patrick	GUERDAT	IISD	Suisse
51	Sönke	MARAHRENS	GIZ - PAS-PNA	Bénin
52	Nele	BÜNNER	GIZ - PAS-PNA	Bénin
53	Olaodjéwou	ODJOUGBELE	GIZ - PAS-PNA	Bénin

N°	Prénom	NOM	Structure	Pays
54	Evariste	ALOHOU	GIZ - PAS-PNA	Bénin
55	Ndiaga	DIOP	GIZ - PAS-PNA	Sénégal
56	Pourmera	FALL DIOP	GIZ - PAS-PNA	Sénégal
57	Ndeye Dieynaba	SOW	GIZ - PAS-PNA	Sénégal
58	Hassane	DIALLO	GIZ - PAS-PNA	Burkina Faso
59	Fiacre	BASSON	GIZ - PAS-PNA	Burkina Faso
60	Djibril	DAYAMBA	CA - PAS-PNA	Burkina Faso
61	Mélinda	NOBLET	CA - PAS-PNA	Sénégal
62	Thierno Lamine	NDIAYE	GIZ - PAS-PNA	Sénégal

Annexe C : Revue de presse

Titre	Liens	Source	Date
DÉFICIT PLUVIOMÉTRIQUE : Des techniques de maîtrise de l'eau recommandées pour de meilleures récoltes	http://www.lactuacho.com/deficit-pluviometrique-des-techniques-de-maitrise-de-leau-recommandees-pour-de-meilleures-recoltes/	lactuacho	30 juillet 2019
ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE : Des experts du climat en conclave à Dakar	http://abenatv.com/?p=1687#	Abenatv	30 juillet 2019
Senegal – Second Francophone Forum on the NAP process	https://www.international-climate-initiative.com/en/news/article/senegal-second-francophone-forum-on-the-nap-process/?iki_lang=en	IKI	27 août 2019

Annexe D : Termes de Référence

Deuxième Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)

Du 30 juillet au 02 août 2019 à Dakar (Sénégal)

Avec l'accent mis sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat et l'intégration de la dimension genre et du secteur privé dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques

LE CONTEXTE

Le Forum Francophone sur le processus de Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) est organisé pour la première fois au Bénin en 2018. Il a vu la participation de plusieurs pays tels que Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Togo, Mali, Madagascar, Côte d'Ivoire, Ghana, Haïti, Jamaïque et Nigeria. Le Premier Forum Francophone était axé sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de budgétisation et sur la communication stratégique de l'adaptation. Il a permis un échange d'expériences entre pairs portant, entre autres, sur :

- L'élaboration de stratégies pour obtenir un soutien politique de haut niveau en vue de l'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales en tant qu'objectif principal ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur la manière d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de budgétisation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur les communications stratégiques relatives à l'adaptation et au processus de PNA ;
- L'identification des rôles possibles des différents acteurs (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants financiers ou en planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

Le Deuxième Forum Francophone qui se tiendra au Sénégal réunira des représentants des pays francophones de l'Afrique sub-saharienne ainsi d'autres pays intéressés pour leur permettre (i) de bénéficier de contributions d'experts, (ii) d'exemples de meilleures pratiques et (iii) d'une expérience d'apprentissage entre pairs. Il est organisé conjointement par la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) du Sénégal et l'équipe du « Projet d'Appui Scientifique aux processus de Plans Nationaux d'Adaptation dans les pays francophones les moins avancés d'Afrique subsaharienne » (PAS-PNA) avec le soutien du Réseau mondial de PNA (NAP GN).

Ce Deuxième Forum Francophone sera axé sur les thématiques telles que :

- L'intégration du secteur privé dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques,
- L'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques, et

- L'accès direct aux mécanismes de financement international climat pour la mise en œuvre de la planification de l'adaptation.

Le processus PNA

La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) a instauré un processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) visant à faciliter la planification des mesures d'adaptation dans les pays les moins avancés (PMA) ainsi que dans d'autres pays en développement. Les objectifs du processus des PNA sont de :

- a) **Réduire la vulnérabilité** aux incidences des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience ;
- b) **Intégrer de manière cohérente l'adaptation aux changements climatique** dans les politiques, les programmes et les stratégies pertinents, nouveaux ou en cours, en particulier les processus et les stratégies de planification du développement, dans tous les secteurs concernés et à différents niveaux, selon qu'il convient.

Le PAS-PNA

Le PAS-PNA soutient les Pays les Moins Avancés (PMA) de l'Afrique subsaharienne dans leurs processus de formulation des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA). Le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal sont les trois pays cibles dans lesquels le projet offre un appui continu à la formulation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du processus PNA.

Le projet est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, en coopération avec Climate Analytics gGmbH. Au Bénin, il est mis en œuvre sous la tutelle du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) et en coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) ; au Sénégal sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ; et au Burkina Faso sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC).

Le projet fait partie de l'initiative internationale pour le climat (IKI). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Le Centre de Compétences Changement Climatique du Maroc (4C Maroc)

Le Groupement d'Intérêt Public «4C Maroc», créé en amont de la COP 22 par arrêté conjoint des Ministres des Finances et de l'Environnement le 5 octobre 2016, réunit une trentaine d'acteurs institutionnels de divers horizons (Publiques, privés ONG et institutions de recherche) impliqués dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques, il est une plateforme nationale de dialogue, d'expertise pour le renforcement des compétences des différents acteurs en adaptation et atténuation. Il est aussi un hub pour les informations en matière de changement climatique ouvert sur son environnement régional, africain et international. Le 4C Maroc a été soutenu dès sa création par le Projet 4C mis en œuvre par la GIZ et financé dans le cadre de l'initiative climatique internationale du Ministère Fédéral allemand de l'Environnement, de la

Protection de la Nature et de la Sûreté nucléaire (BMU/IKI). Le partenaire pour ce projet est le Secrétariat d'Etat au Développement Durable. Le 4C Maroc a développé plusieurs partenariats nationaux et internationaux dont notamment celui avec les commissions climat du Sahel et du Bassin du Congo où le centre joue un rôle d'appui en expertise et de partage des bonnes pratiques pour la mise en œuvre de l'agenda climatique des deux commissions.

Le Réseau mondial de PNA

Le Réseau mondial de PNA, dont le secrétariat est hébergé par l'Institut International du Développement Durable (IIDD), a été créé en 2014 pour soutenir les processus de planification de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement. Actuellement, les participants de plus de 123 pays sont membres du Réseau. Dans le cadre du réseau, des forums d'échange entre pairs, les Targeted Topics Forums (TTF) sont organisés avec des représentants des Etats.

LES OBJECTIFS

L'objet visé par ce deuxième forum francophone est de permettre aux Etats de bénéficier de contributions d'experts, d'exemples de meilleures pratiques et d'une expérience d'apprentissage entre pairs pour faciliter la mise en œuvre de leur processus PNA. Les objectifs spécifiques de ce Forum sont :

- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'implication du secteur privé dans la planification de l'adaptation ;
- L'acquisition de connaissances pratiques sur l'accès direct aux mécanismes de financement international climat avec un focus sur l'identification de la « rational climat » et l'intégration du secteur privé ainsi que la dimension genre dans les processus ;
- L'identification des rôles possibles des différents acteurs (représentants sectoriels, points focaux nationaux en matière de changements climatiques, représentants des structures en charge du budget et de la planification) et de la manière dont ils peuvent coordonner leurs actions pour appuyer ces processus.

LES RÉSULTATS

Les résultats attendus de cet atelier sont les suivants :

- Améliorer la compréhension globale des participants du processus PNA ;
- Améliorer la compréhension des participants de l'importance et la bonne application de l'intégration du secteur privé dans la planification et la mise en œuvre du processus d'adaptation ;
- Améliorer la compréhension des participants de l'importance et la bonne application de l'intégration de la dimension genre dans la planification et la mise en œuvre du processus d'adaptation.

- Améliorer la compréhension des participants des possibilités et des exigences pour avoir l'accès direct aux mécanismes de financement international climat pour financer des mesures d'adaptation ;
- Améliorer la compréhension de l'importance de la « rational climat » et de l'intégration du secteur privé ainsi que de la dimension genre dans les projets d'adaptation à soumettre aux mécanismes de financement international climat.

LE FORMAT

Les trois premiers jours du Forum seront consacrés à un atelier interactif. Les activités seront clôturées le quatrième jour avec une visite sur le terrain. Le Forum se déroulera du **30 juillet au 02 août à Dakar, Sénégal.**

Les participants

Des représentantes des pays francophone de l'Afrique subsaharienne et des autres pays qui s'engage dans le processus PNA participent dans le Forum. Des experts sur les thématiques ciblées vont aussi participer au Forum.

La GIZ va soutenir la participation de représentants du Benin, Burkina Faso, Madagascar, Mali, Maroc et Sénégal. Le Réseau mondial de PNA soutiendra la participation des représentants du Guinée, Haïti et la République Démocratique du Congo.

Le chronogramme

30 juillet – Introduction au processus de PNA et l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA

31 juillet – L'intégration de la dimension genre dans le planning et la mise en œuvre du processus PNA

01 août – L'accès direct aux mécanismes de financement international climat pour la mise en œuvre du processus PNA

02 août – La visite sur le terrain

Annexe E : Transcription des exercices

Exercice 1. Difficultés et opportunités pour l'intégration du secteur privé dans le planning et la mise en œuvre du PNA.

Groupes	Difficultés	Opportunités
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance du cadre juridique ✓ Insuffisance d'informations sur l'ACC ✓ Absence de mesures incitatives 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accès aux financements climatiques ✓ Présence des PTF ✓ Existences de structures faitières
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Manque d'informations (sensibilisation, formation) ✓ Complexité d'accès aux financements ✓ Absence d'incitation de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence de nouvelles sources de financement ✓ Création de nouveaux marchés ✓ Amélioration du cadre des affaires et partage des informations
Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de sensibilisation du secteur privé ✓ Insuffisance de cadre législatif et institutionnel spécifique ✓ Manque d'accompagnement technique et financier 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elargissement du champ de mise en œuvre des actions d'adaptation ✓ Accès au mécanisme financier climat ✓ Facilitation du dialogue autour des activités d'adaptation
Groupe 4	<p>Institutionnelles/organisationnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence de synergie entre le Gouvernement et le Secteur privé autour du CC ✓ Absence de cadre légal/lois pour régir l'implication du Secteur privé dans les CC ✓ Faible connaissance des CC par les organisations professionnelles du Secteur privé <p>Institutionnelles/organisationnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de communication adaptée par le SP par rapport aux CC ✓ Absence de plateforme fonctionnelle du SP sur les CC 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Disponibilité d'outils de renforcement des capacités pour le SP (Climate Expert) ✓ Existence de source de financement dédiées au SP (FA, GCF, NDT, BAD) ✓ Disponibilité d'outils financiers (ligne verte de crédit, assurance agricole)

Exercice 2 : Difficultés et opportunités pour l'intégration du genre dans le planning et la mise en œuvre du PNA

Groupes	Difficultés	Opportunités
Groupe 1	<ul style="list-style-type: none"> • Stéréotypes, poids des traditions • Difficultés de clarification du concept genre et conception des besoins spécifiques au genre • Absence de point focal genre au niveau de certains secteurs • Non implication des femmes dans les instances de décision 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un cadre institutionnel chargé des questions liées au genre • Disponibilité de PTF et de mécanismes financiers pour accompagner des projets sensibles au genre • Capitalisation des études de vulnérabilité
Groupe 2	<ul style="list-style-type: none"> • Indisponibilité des données désagrégées • Barrières culturelles et coutumières • Insuffisance des instruments juridiques et des outils • Manque de communication, information et formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien de la communauté internationale, PTF • Prise de conscience des couches vulnérables des leaders d'opinion • Existence de cadre institutionnel favorable • Existence d'exemples probants à capitaliser (Haïti, Mali, Sénégal)
Groupe 3	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension du concept « genre » • Manque d'analyse de l'intégration du genre dans le processus PNA • Faibles capacités des Etats à mobiliser des fonds qui intègrent le genre • Pesanteurs socio-économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de dispositifs institutionnels et législatifs liés au Genre • Prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration des projets • Existence de sources de financements climat
Groupe 4	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de RH qualifiées genre et ACC • Absence d'outils appropriés pour l'intégration genre/PNA • Manque de données actualisées désagrégées 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre institutionnel, juridique et politique favorable • Documents de politiques (PNA, CDN) • PTF

Exercice 3. Les prochaines étapes

Pays	Prochaines étapes	Acteurs responsables	Délais
RDC	Capitaliser les expériences d'autres pays	MEDD, Bailleurs de fonds	6 mois
	Développer une ligne budgétaire spécifique au genre	Gouvernement	12 mois
	Développer la stratégie de finance climatique	Ministère des finances, Equipe PNA	24 mois
Maroc	Renforcement des capacités et conception des projets FVC	EA, 4C, AND	2020
	Actions de facilitation de l'accès de la femme à l'eau, l'énergie, la santé et l'électricité	Ministères, collectivités locales	2022
	Renforcement des capacités du secteur privé sur les enjeux et opportunités liés aux CC au niveau local	Fédération et Ass prof régional, 4C	2020
Madagascar	Intégrer le secteur privé dans le Comité PNA	MEDD, BNCCREDD + Comités PNA	2019/2020
	Consultations du secteur privé dans la planification de l'adaptation	GEM/FIMPAMA	
	Opérationnaliser la cellule genre des comités PNA	Direction Gender-Mainstreaming (Min Population)	2019/2020
	Mettre en place une entité pour l'accréditation au Fond Vert Climat au niveau national	MEDD, BNCCREDD	2020/2021
Guinée	Intégration du secteur privé au processus NAP	Ministères concernés Structures faitières PTF	Janvier 2020
	Mise en œuvre du processus NAP	MEFF, PNUD FVC, Société civile	Mars 2020

Pays	Prochaines étapes	Acteurs responsables	Délais
	Renforcement des capacités humaines en genre et adaptation	Ministères concernés, PTF Structures faitières Société civile	Octobre 2019
Haïti	Lancement du PNA	MDE/MPCE/PNUD	Août/Sept 2019
	Elaboration d'une stratégie de communication	MDE/MPCE	Octobre 2019-Juillet 2020
	Plan d'actions genre et changement climatique	MDE/MPCE/MCFDF	Octobre 2019-Juillet 2020
	Réalisation des ateliers d'animation territoriale sur les CC	MDE/MPCE/MICT	Janvier - Juin 2020
	Elaboration du PNA	MDE/MPCE/PNUD	Sept 2019-Déc 2020
Mali	Analyse de la vulnérabilité de deux entreprises championnes	API Mali AEDAD Consultants, GIZ	Octobre 2019
	Intégration du volet ACC dans le Code d'investissement du Mali	API Mali Conseil des Ministres Assemblée Nationale	Fin 2020
	Analyse de la vulnérabilité genre pour l'ACC au Mali	AEDD Consultants M.P.F.E.F	Fin 2020
	Renforcer le cadre de concertation (Comité national du CC)	Ministère de l'Environnement Société Civile Secteur privé	Octobre 2019

Pays	Prochaines étapes	Acteurs responsables	Délais
	Terminer les accréditations des EMN (GCF)	GCF Entités AEDD	2020
	Priorisation des programmes pays : 4 à 5 programmes pour les 2-3 prochaines années	CNCC AEDD MEF	Octobre 2019
Burkina Faso	Prise en compte conséquente du secteur privé dans la révision des PNA	MEE/CC (SP-CNDD) MCIA (chambre de commerce)	2020
	Etude de l'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation	Ministère de l'environnement Ministère de la femme Ministère des finances	2020
	Développement de compétences en matière de rédaction de projets climat	SP-CNDD FIE ; DGEP AND	En continue
Benin	Elaboration d'un Plan Climat pour le secteur privé	CCIB Patronat AND	18 MOIS
	Restructuration du Point Focal genre en Unité genre CC	MCVDD Ministère de la famille Secteur prié Société civile	6 mois
	Signature de l'AMA	FNEC AND	3 mois
	Soumission et approbation par le GCF du Entity Work Program	FNEC AND	1 mois

Pays	Prochaines étapes	Acteurs responsables	Délais
		PF-CDN	
Sénégal	Elaboration de la stratégie d'implication du secteur privé dans le financement des CC	MEDD/MEPC/MFB COMNACC/CNES	2019/2020
	Renforcement des acteurs sur le genre en lien avec l'adaptation au CC	MEDD COMNACC Mint chargé de la femme/genre Collectivités territoriales	2019/2020
	Compléter les études de vulnérabilité	MEDD PTF (GIZ, FEM/PNUD) Centres de recherche	2020
	MRV pour la finance climatique	MEDD COMNACC	2020

Exercice 4 : Etapes réalisées et prochaines étapes sur les trois thématiques du forum

Pays	Thèmes	Etapes réalisées	Prochaines étapes
Madagascar	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Participation du secteur privé aux concertations régionales du PNA (2019) • Le secteur privé est membre du Comité National CC (CNCC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'une stratégie nationale de mobilisation du secteur privé pour l'adaptation • Intégrer le secteur privé dans les Comités PNA • Consultations du Secteur Privé dans la planification de l'adaptation
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un point focal genre et CC • Implication effective du Ministère de la population (organe chargé du genre) dans le processus PNA • Renforcement des femmes rurales en Agriculture climato-intelligente (PNFDDSA) 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation des documents stratégiques pour qu'ils intègrent effectivement le genre • Etendre la compétence des centres d'écoutes (CECJ) pour qu'ils intègrent l'ACC • Opérationnaliser la cellule Genre des Comités PNA
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • 1 Projet financé par le FVC : Projet Paysages Durables dans l'Est du Madagascar • Readiness FVC • Soumission de projets au GEF 7 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une accréditation au FVC pour une entité nationale • Renforcement de capacités supplémentaires pour mobiliser des fonds
Guinée	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier d'identification préliminaire des risques et vulnérabilités du NAP • Atelier de sensibilisation de haut niveau sur le processus NAP • Atelier de formation sur l'élaboration du processus NAP • Elaboration du document de projet sur le processus NAP à soumettre au FVC 	<ul style="list-style-type: none"> • Soumission du Prodoc au FVC • Information, mobilisation et sensibilisation du secteur privé au processus NAP • Réalisation d'une étude sur l'intégration du secteur privé au processus NAP

		<ul style="list-style-type: none"> • Soumission du Prodoc NAP à l'AND/FVC • Atelier de concertation sur l'intégration des questions genre dans le processus NAP • Validation de l'étude sur l'analyse des questions Genre axées sur le processus NAP 	
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Politique nationale Genre révisée • Mise en place des services Genre dans tous les départements ministériels • Réalisation d'une étude sur l'analyse des questions axées sur le genre au processus PNA 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités humaines sur le Genre et l'adaptation aux CC • Collecte des données désagrégées en Genre • Elaboration des outils pour une meilleure prise en compte du Genre dans le processus PNA
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du Prodoc du processus PNA • Elaboration du programme pays FVC • Identification des entités nationales à accréditer 	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche de financement pour accompagner les entités nationales identifiées • Recherche de financement pour l'intégration du secteur privé dans le processus PNA • Recherche de financement pour la mise en œuvre du processus NAP
Burkina Fasso	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte du secteur privé dans l'élaboration du PNA • Implication du secteur privé aux concertations nationales et internationales • Implication du secteur privé dans l'élaboration des documents de planification (politique, stratégie) 	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte conséquente du secteur privé dans la révision des PNA • Capitalisation des acquis liés à leur participation aux concertations • Implication du secteur privé dans l'opérationnalisation de la loi d'orientation sur le D.D
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte du genre dans les guides méthodologiques d'élaboration des PCD et des PRD 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude d'évaluation de l'intégration de la dimension genre dans la planification de l'adaptation aux CC

		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de mécanismes financiers dédiés au genre au niveau national • Existence d'un PNA sectoriel genre au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamisation des cellules genre au niveau national • Rendre effectif et opérationnel le Comité national CC prenant en compte la dimension genre
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un secrétariat exécutif du FVC au niveau national • Réalisation de sessions d'informations et de formations des acteurs sur les finances climat • Processus d'accréditation du Fonds d'Intervention pour l'Environnement au FVC 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de compétences en matière de rédaction de projets climats • Mise en place du Comité national CC • Finalisation de l'accréditation du Fonds d'Intervention de l'Environnement
Sénégal	Implication Secteur Privé	Sensibilisation des acteurs du SP sur les enjeux du CC	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des recommandations de l'étude diagnostic COMNACC • Elaboration de la stratégie d'implication du secteur privé dans le financement de l'adaptation aux CC • Renforcement des capacités des organisations du secteur privé pour une bonne maîtrise des enjeux liés aux CC
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des points focaux genre des ministères sectoriels pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans les options d'adaptation • Renforcement des capacités sur la protection sociale des femmes et des groupes vulnérables • Intégration genre dans la planification locale en lien avec l'ACC (Guide national) 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer le genre dans les études de vulnérabilité et autres étapes • Renforcer les capacités des points focaux genre sur l'ACC • Créer une commission thématique genre dans le COMNACC

	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du programme pays • Renforcement des capacités des acteurs sur les opportunités de la finance climatique • Elaboration d'un guide d'accès au financement climat (CSE) 	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter les études de vulnérabilité • Soumission d'un projet national d'adaptation des territoires • MRV pour la finance climat
Mali	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Validation de la feuille de route du processus PNA en 2016 avec l'implication du secteur privé • Atelier d'information et de sensibilisation du secteur privé en 2017 sur l'adaptation aux CC • Formation d'un pool de consultants en 2018 sur la vulnérabilité du secteur privé avec l'outil Climate expert. 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la vulnérabilité de deux entreprises championnes (AEDD, Api Mali) • Vulgarisation des études et appui à la mise en œuvre des mesures d'adaptation pour les deux entreprises championnes • Intégration du volet ACC dans le code d'investissement du Mali
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre institutionnel : ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et la famille • Politique nationale genre, planification et budgétisation sensible au genre • Politique genre de l'AEDD en 2019 (document de stratégie, version draft) 	<ul style="list-style-type: none"> • Etablir des points focaux dans toutes les structures publiques (MEADD pour le PNA) • Validation de la politique genre de l'AEDD au Conseil d'Administration (septembre 2019)
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Création du Fonds Climat du Mali en 2012 • Nominations de 4 EMN en 2016-2019 • Elaboration du plan d'investissements (programme pays) 	<ul style="list-style-type: none"> • Terminer les accréditations des EMN (GCF) • Priorisation des programmes pays : 4 à 5 programmes pour les 2-3 prochaines années
Benin	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions, ateliers d'information pour l'intégration de la dimension ACC par le SP • Readiness à l'endroit du SP dans le cadre de la préparation et de l'accès au FVC en 2017 	Priorisation des programmes pays : 4 à 5 programmes pour les 2-3 prochaines années

		<ul style="list-style-type: none"> • Atelier pour l'implication du SP dans le processus PNA en 2018 	
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Nomination d'un point focal genre CC • Analyse ciblée sur les questions genre pour orienter le processus PNA • Etudes de vulnérabilités sectorielles en lie avec les aspects genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des points focaux genre sectoriels + ceux du secteur privé • Restructuration du point focal genre en unité Genre CC • Impliquer les points focaux genre sectoriels dans le processus PNA • Elaborer une base de données sectorielles sur le genre
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation d'un projet SAP mis en œuvre par le FNECC-PNUE • Accréditation du FNECC au FVC • Readiness FVC pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Signature de l'AMA (Accréditation Master Agreement) • Soumission à l'approbation du GCF du Entity Work Programme • Finalisation et validation du document pays.
Haïti	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Projet PNA approuvé par le FVC en juin 2019 • Intégration et formation des parties prenantes • Elaboration d'une stratégie de communication 	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement processus PNA août 2019 • Réalisation des ateliers d'animation territoriale sur les CC • Mise en place d'une plateforme inter-institutionnelle
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'actions Genre ACC • Intégration des femmes dans des projets innovants d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour du Plan d'actions Genre / ACC • Elaboration d'une stratégie, financement et investissement sensible au genre • Appui au renforcement des capacités en matière de genre et ACC à l'endroit des institutions
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation du secteur privé au financement climat • Elaboration du programme pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un manuel des procédures • Appui technique aux entités nationales à l'accréditation au FVC

		<ul style="list-style-type: none"> • Implication des parties prenantes à travers un dialogue national et régionale 	<ul style="list-style-type: none"> • Validation et opérationnalisation du programme pays
RDC	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des séances d'informations • Récompenser les entreprises en leur accordant des diplômes verts • Processus d'accréditation d'une institution nationale auprès du FVC 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégies d'engagement • Capitaliser les expériences d'autres pays • Renforcer les cadres politique et juridique
	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Existence du Ministère du Genre, Famille et Enfant • Prise en compte du genre dans les politiques nationales • Application des instruments juridiques et les engagements nationaux et internationaux en matière de genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des infrastructures pour l'ACC • Développer une ligne spécifique genre • Développer un PNA ambitieux
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • Processus d'accréditation d'une EA nationale • Lancement financement climatique dans le domaine agricole avec FAO • Dans le cadre du SAP, deux projets de la RDC seront accompagnés par OSS EA TUNISIENNE • Readiness CSE (approuvé en 2015), renforcement des capacités de l'AND et développement du programme pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer la stratégie de finance climatique • Renforcer le dialogue sur l'accès au finance climatique au sein du comité interministériel • Requête pour l'obtention du montant restant dans le cadre du Readiness NAP
Maroc	Implication Secteur Privé	<ul style="list-style-type: none"> • Début d'implication du SP dans le PNA (membre du Copil-PNA) • Mise en œuvre de projets d'ACC impliquant le SP (assurance climatique, PPP...) • Deux structures privées accréditées au FVC 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système de S/E de l'ACC impliquant le SP • Opérationnalisation de la plateforme d'échange entre gouvernement et SP <p>Renforcement des capacités du SP sur les CC (4C et autres PTF)</p>

	Genre	<ul style="list-style-type: none"> • Programme d'incitation des parents à instruire les filles • Mise en œuvre des programmes d'accompagnement des coopératives de femme (plan d'affaires, commercialisation, packaging...) • Elaboration de projets favorisant l'ACC de la femme et soumis à l'approbation du FVC 	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser les législations pour favoriser l'accès de la femme aux meilleurs moyens de subsistance • Mener des actions de facilitation de l'accès de la femme à l'eau, l'énergie, la santé, l'électricité • Opérationnalisation du budget sensible au genre
	Financement climat	<ul style="list-style-type: none"> • 6 projets approuvés par le GCF (2 ACC, 3 CC, 1 APP), 4 déjà lancés • Mise en place d'un programme de financement des PME dans la gestion de l'eau et dans l'agriculture • Mobilisation des dons du FEM, du FFEM et du FA (ACC, AN) 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre la mise en œuvre des projets déjà lancés et démarrer les autres • Renforcer la capacité des acteurs clés sur la conception et le montage de projets (NC, FP) • Développer de nouveaux projets à financer aux niveaux national (Fd) et international (GCF) sur PNA

Mis en œuvre par :



Mandaté par :



Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature
et de la Sécurité nucléaire

de la République fédérale d'Allemagne

En coopération avec :



Financial support provided by:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :



Environnement and
Climate Change Canada

Environnement et
Changement climatique Canada



Global Ministry
for Economic Cooperation
and Development



Secretariat hosted by:
Secrétariat hébergé par :



Au Bénin sous la tutelle du :



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

En coopération avec :



CENTRE DE PARTENARIAT ET
D'EXPERTISE POUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE

Au Sénégal sous la tutelle du :



République du Sénégal
D'Wàlléy (Ndi) - (Ndi) - (Ndi)
Ministère de l'Environnement et de
Développement Durable
MEDI

Au Burkina Faso sous la tutelle du :

